

350 rue Albert, Suite 920 Ottawa (Ontario) K1P 6M8

8 octobre 2015

Chers amis,

Merci de me donner l'occasion de communiquer la position du Parti libéral du Canada sur ces questions cruciales. Par leur contribution au tissu social, économique et politique, les Canadiennes et Canadiens d'origine arabe et de confession musulmane jouent un rôle déterminant dans la croissance de notre pays. La population canadienne a prouvé qu'on peut bâtir et définir un pays à partir de valeurs communes et non pas à partir de la religion, de la langue ou de l'origine ethnique. À l'approche des élections, les citoyennes et citoyens doivent connaître les valeurs fondamentales qui guideront les décisions de leurs dirigeants. Pour moi, l'une des valeurs les plus fondamentales est la liberté, et au Canada, lorsque nous sommes à notre meilleur, liberté signifie inclusion. Nous, libéraux, nous opposerons donc toujours à la politique de la division et de la peur. Cette valeur fondamentale sera l'un des piliers sur lesquels nous appuierons nos décisions.

Projet de loi C-51

À mes yeux, tout dirigeant politique canadien devrait se faire le porte-étendard des libertés de ses concitoyens. Les libertés individuelles que nous chérissons en tant que Canadiens ne peuvent pas exister sans la sécurité collective, mais, les Canadiennes et les Canadiens comprennent qu'il doit toujours y avoir un équilibre entre notre sécurité collective et les droits et libertés qui nous tiennent à cœur.

Un gouvernement libéral annulera les dispositions problématiques du projet de loi C-51, et présentera de nouvelles mesures législatives qui ramèneront l'équilibre entre notre sécurité collective et nos droits et libertés. Nous doterons le Canada d'un solide plan de prévention de la radicalisation qui nous permettra d'assurer la sécurité publique. Je tiens à vous réaffirmer, à vous, nos amis et concitoyens de la communauté musulmane, que les Canadiens savaient que les récents actes terroristes - commis au nom de l'islam - sont une aberration de votre foi. La coopération continuelle et le respect mutuel aideront à prévenir l'influence d'une propagande idéologique déformée, qui se représente en tant que religion. Je voudrais aussi profiter de cette occasion pour féliciter et remercier des leaders de la communauté comme vous pour vos efforts substantiels pour lutter contre la radicalisation de la jeunesse canadienne. Nous marcherons d'un même pas de l'avant, pas séparément.

Nous, libéraux, ne nous prêterons jamais au jeu du PC et du NPD. D'un côté, les conservateurs ont recours à la politique de la peur, brandissant l'épouvantail du terrorisme pour arriver à leurs fins et proposant des lois sans consulter quiconque. De l'autre côté, le NPD joue également la carte de la peur auprès des environnementalistes et de diverses communautés, dont les Premières Nations, en plaidant pour des pouvoirs policiers accrus. Or, tout en déclarant qu'il abrogerait cette loi si elle venait à être adoptée, le NPD a refusé de donner quelque détail que ce soit sur les mesures qu'il compte présenter pour renforcer la sécurité publique. C'est carrément irresponsable.



350 rue Albert, Suite 920 Ottawa (Ontario) K1P 6M8

Les Canadiennes et Canadiens s'attendent à deux choses de la part de leur gouvernement : qu'il assure leur sécurité, et qu'il protège leurs droits et libertés. L'approche des libéraux, équilibrée, permettra de protéger la population tout en préservant ses droits et libertés.

Citoyenneté canadienne

Nous, libéraux, considérons la citoyenneté comme l'une des pierres d'assise du Canada. Un gouvernement libéral annulera le projet de loi C-24 du gouvernement Harper, qui divise la population et dévalue la citoyenneté en créant deux classes de citoyens. Aucun représentant élu ne devrait détenir le pouvoir exclusif d'accorder ou de retirer le droit fondamental qu'est la citoyenneté. Une Canadienne est une Canadienne, et un Canadien est un Canadien. Point final. Le Canada étant un État de droit, nous ne pouvons pas retirer la citoyenneté à une personne simplement parce que nous condamnons ses agissements. La citoyenneté ne devrait pas dépendre de la conduite d'une personne. Cela dit, nous maintiendrons les dispositions relatives aux « Canadiens dépossédés de leur citoyenneté ». Nous nous assurerons que les droits fondamentaux de chacun sont respectés en vertu de la Charte canadienne des droits et libertés.

Réforme électorale

Le projet de loi sur (le manque) d'intégrité des élections déposé par les conservateurs empêche des milliers de Canadiennes et Canadiens de voter, en plus de limiter la possibilité d'enquêter sur les cas de fraudes électorales. Nous continuerons à défendre coûte que coûte le droit de vote de l'ensemble des citoyennes et citoyens. Un gouvernement libéral annulera les changements antidémocratiques apportés par les conservateurs à la *Loi électorale du Canada*.

Un gouvernement libéral rétablira l'intégrité du processus électoral et améliorera l'équité lors des élections. Il est essentiel que nous rendions notre système électoral plus civil et fondé sur les idées, plutôt que d'en faire un processus trop partisan qui exclut la plupart des Canadiennes et Canadiens.

Un gouvernement libéral veillera également à ce que l'élection de 2015 soit la dernière à utiliser notre système uninominal majoritaire à un tour. Ainsi, dans le cadre d'un processus d'engagement national, nous nous assurerons que les autres mesures de réforme électorale – comme les bulletins de vote préférentiel, la représentation proportionnelle, le vote obligatoire et le vote en ligne – soient entièrement et équitablement examinées et considérées. Cette tâche sera effectuée par un comité parlementaire spécial formé de membres de tous les partis, qui feront des recommandations au Parlement relativement à l'avenir, ce qui permettra d'agir avant les prochaines élections fédérales. Dans les 18 mois suivant notre formation du gouvernement, nous déposerons une mesure législative pour mettre en œuvre la réforme électorale.

En outre, nous protégerons l'intégrité du processus électoral et inciterons un plus grand nombre de Canadiennes et de Canadiens à voter. La tenue d'élections justes est la pierre angulaire de toute démocratie. Nous donnerons à Élections Canada les ressources dont elle a besoin pour enquêter sur les cas de fraude ou de dissuasion électorales, sur le financement illégal, et sur toute autre affaire qui menace l'intégrité du processus électoral. Nous inciterons davantage de Canadiennes et de Canadiens à voter, en éliminant les restrictions entourant les communications du directeur général des élections et



350 rue Albert, Suite 920 Ottawa (Ontario) K1P 6M8

d'Élections Canada avec l'électorat. Toute affaire de fraude électorale doit être portée devant les tribunaux. À cette fin, nous rétablirons l'indépendance du commissaire aux élections fédérales, pour qu'il rende des comptes au Parlement et non au gouvernement en poste.

Racisme et discours de haine

Pour moi, qui dit pluralisme dit diversité, deux valeurs au cœur même de l'identité canadienne. Nous ne devons jamais permettre aux préjugés et au racisme de s'incruster dans notre société et de compromettre cette philosophie typiquement canadienne.

La question du port du niqab lors des cérémonies de citoyenneté s'est invitée dans les débats de la campagne électorale, semant la discorde au sein de la population.

En s'entêtant à en appeler des décisions des tribunaux, M. Harper propage la peur et détourne l'attention de son bilan désastreux des dix dernières années. La peur est un sentiment dangereux. Une fois officialisée par un gouvernement, elle n'a plus de limites. Il n'y a qu'un pas entre se méfier de nos concitoyens et prendre des mesures pour restreindre leur liberté. Ce n'est pas la place du premier ministre de dire aux femmes ce qu'elles devraient porter ou non.

La Charte canadienne des droits et libertés est le rempart ultime de nos libertés, mais il faut en faire plus. Certes, la Constitution garantit nos libertés, mais encore faut-il que nos dirigeants politiques veillent à l'appliquer. Du reste, un bon dirigeant rassemble, tandis qu'un mauvais dirigeant divise.

Bien que la liberté d'expression soit un droit canadien fondamental, elle ne devrait jamais servir à justifier des propos haineux. Les dispositions pénales sur les propos haineux sont un moyen d'obtenir réparation en pareil cas – et les libéraux y adhèrent –, mais il existait aussi auparavant un autre moyen important – le recours civil – qui était prévu par l'article 13 de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, retranché par les conservateurs. Non seulement le Parti libéral tient à préserver les dispositions pénales relatives aux propos haineux, mais il est résolu à rétablir les protections importantes qu'assurait l'article 13. En fait, au cours de la dernière session parlementaire, nous avons présenté un projet de loi visant à rétablir certaines protections. Nous avons notamment proposé d'interdire la propagande haineuse effectuée par téléphone ou par Internet et avons amélioré le libellé original de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* en vue d'instaurer des mesures destinées à nous prémunir contre les actions frivoles et les abus de procédure. Voilà le genre d'approche équilibrée dont le Canada a besoin.

Politique étrangère canadienne

Un Canada actif et engagé est une bonne chose pour les Canadiens et la communauté internationale. Après une décennie du régime de Stephen Harper, la politique étrangère teintée d'un style conflictuel et hyper partisan est devenue sa marque de commerce. Les Canadiens savent que M. Harper est incapable de collaborer de manière constructive avec des personnes qui ne partagent pas sa vision.

L'approche conflictuelle et ultrapartisane de Stephen Harper en matière de politique étrangère a fait en sorte que nous avons raté des occasions de travailler avec nos alliés internationaux sur d'importants dossiers liés à l'économie, à l'environnement, à la sécurité et aux droits de la personne. Nous estimons



350 rue Albert, Suite 920 Ottawa (Ontario) K1P 6M8

que le Canada devrait faire figure de chef de file mondial au sein des institutions multilatérales, et qu'il devrait collaborer avec ses alliés pour favoriser la coopération, la tolérance et le respect au sein de ces organes. Qui plus est, le Canada dispose de nombreux experts capables de participer à la reconstruction des institutions démocratiques internationales en fournissant une aide au développement à celles dont les besoins sont les plus criants et en formant des partenariats avec la société civile pour mener à bien nos objectifs communs.

La crise des réfugiés syriens a clairement illustré à quel point les conservateurs de Stephen Harper sont devenus désengagés avec les valeurs canadiennes. Les Canadiennes et Canadiens des quatre coins du pays – premiers ministres, maires, organisations non gouvernementales, simples citoyens – se sont déjà empressés d'offrir de l'aide pour alléger les souffrances de nombreux réfugiés syriens. Il est temps que le gouvernement fédéral se mette de la partie en accordant l'asile à ces hommes, femmes et enfants qui en ont désespérément besoin.

Contrairement au gouvernement Harper, qui brille par son inaction, un gouvernement libéral étendra à 25 000 le nombre de réfugiés syriens accueillis grâce à un parrainage immédiat et direct du gouvernement du Canada, en plus de collaborer avec des répondants privés pour décupler les admissions en sol canadien; il dégagera une somme supplémentaire d'au moins 100 millions de dollars au cours du prochain exercice pour accélérer, sans assouplir les normes, le traitement des demandes d'asile et renforcer l'offre des services de parrainage et d'établissement; et il donnera immédiatement 100 millions de dollars de plus au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés afin d'appuyer les activités de secours, qui revêtent une importance cruciale en Syrie et dans les régions avoisinantes. Nous ferons également plus pour les réfugiés au Canada, notamment en restaurant intégralement le Programme fédéral de santé intérimaire, qui offre une couverture de soins de santé limitée et temporaire aux réfugiés et aux demandeurs d'asile.

Les Canadiennes et Canadiens doivent savoir que leur gouvernement fera tout en son pouvoir pour garantir la libération de Canadiens injustement emprisonnés à l'étranger. Un gouvernement libéral luttera pour le bien-être de ces prisonniers et prendra tous les moyens possibles pour qu'ils aient accès à la justice.

Le Canada a toujours su qu'une présence forte et affirmée sur la scène internationale était la clé du succès, autant pour lui que pour les autres nations, à qui il a beaucoup à offrir. Sous un gouvernement libéral, le Canada reprendra son rôle de partenaire constructif et respecté de la communauté internationale.

Conclusion

L'élection va se jouer sur des valeurs qui vous sont chères. Plus que jamais, les musulmans de ce pays doivent se lever et faire entendre leur voix, car c'est l'occasion pour nous tous de changer ensemble et de bâtir un pays meilleur. J'ai la ferme volonté de coopérer avec les communautés arabes et musulmanes du Canada pour créer une société plus équitable et élargir les horizons économiques de tous les Canadiens.





350 rue Albert, Suite 920 Ottawa (Ontario) K1P 6M8

Au nom de l'équipe toute entière, je tiens à vous remercier de nous avoir fait part des inquiétudes de vos membres. Nous sommes reconnaissants de l'intérêt que vous portez aux politiques du Parti libéral du Canada, parce qu'elles concernent les questions qui vous touchent.

Bien cordialement,

Justin P. J. Trudeau

Chef du Parti libéral du Canada